



Sylvain Berstchy et Philippe Salson (dir.)

Les mises en guerre de l'État 1914-1918 en perspective

ENS Éditions

Une mise en guerre de l'État enseignant ? Les structures scolaires de la zone non occupée des départements du Nord et du Pas-de-Calais (1914-1918)

Jean-François Condette

DOI : 10.4000/books.enseditions.9872
Éditeur : ENS Éditions
Lieu d'édition : Lyon
Année d'édition : 2018
Date de mise en ligne : 18 février 2019
Collection : Sociétés, Espaces, Temps
ISBN électronique : 9791036200465



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2018

Référence électronique

CONDETTE, Jean-François. *Une mise en guerre de l'État enseignant ? Les structures scolaires de la zone non occupée des départements du Nord et du Pas-de-Calais (1914-1918)* In : *Les mises en guerre de l'État : 1914-1918 en perspective* [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2018 (généré le 29 février 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/enseditions/9872>>. ISBN : 9791036200465. DOI : 10.4000/books.enseditions.9872.

Une mise en guerre de l'État enseignant ? Les structures scolaires de la zone non occupée des départements du Nord et du Pas-de-Calais (1914-1918)

JEAN-FRANÇOIS CONDETTE

La mobilisation générale du 1^{er} août 1914 touche le monde éducatif comme les autres milieux professionnels et nombre d'instituteurs et professeurs sont mobilisés. Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, s'ajoutent à cette réalité l'invasion et l'occupation d'une partie du territoire. Alors que Lille est déclarée ville ouverte, les troupes de l'armée impériale sont à Tourcoing le 23 août et, en quelques jours, les lignes françaises et anglaises sont enfoncées. Après la victoire française de la Marne qui stoppe l'avancée allemande vers Paris, le front se stabilise au cours du mois d'octobre 1914 dans les deux départements. Celui du Nord est aux deux tiers occupé alors que le Pas-de-Calais se retrouve coupé en deux parties avec les trois quarts du territoire en zone non occupée et un quart sous domination allemande. Si le maintien en activité des institutions éducatives en territoire occupé a déjà été décrit¹, on connaît moins la manière dont se comportent les écoles, les collèges et le lycée de la zone non occupée. Dans un espace très spécifique qui concentre les troupes alliées et qui

1 J.-F. Condette, « La faculté et la Première Guerre mondiale », *La faculté des lettres de Lille de 1887 à 1945. Une faculté dans l'histoire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1999, p. 221-262, et « L'université de Lille dans la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 197, 2000, p. 83-102. P. Nivet, *La France occupée (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, 2011 ; J.-F. Condette éd., *Les Écoles dans la guerre. Acteurs et institutions éducatives dans les tourmentes guerrières (xvii^e siècle - xx^e siècle)*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2014.

connaît en réalité un état de guerre permanent par la proximité de la ligne de front, le poids des réalités guerrières remet forcément en cause le fonctionnement ordinaire des structures éducatives alors qu'il manque aussi beaucoup d'enseignants et que le lien administratif habituel avec le recteur d'académie, resté dans Lille occupée, est rompu. Les écoles parviennent-elles à s'adapter à cette nouvelle donne, et avec quels acteurs, alors que le poids des autorités militaires s'affirme fortement? Les cadres administratifs restés sur place et les agents de l'État que sont les enseignants assurent-ils le maintien de l'activité scolaire? Selon quelles évolutions et pour quelles finalités? Assiste-t-on finalement à une « mise en guerre » des structures éducatives, qui débouche progressivement sur un effacement ou tout du moins un déclin des missions scolaires traditionnelles au profit de l'impératif militaire?

L'impact pluriel de la guerre sur les structures scolaires

Les écoles, collèges et lycées subissent frontalement le choc de la guerre alors que la zone devient un espace militaire stratégique pour les Alliés.

L'importance des vides humains liés à la mobilisation et à l'exode

Pour les structures scolaires septentrionales de la zone non envahie, l'impact de la guerre se mesure d'abord à l'absence de nombreux enseignants mobilisés à partir du 1^{er} août 1914 (tableau 1). D'après les multiples rapports envoyés au recteur Georges Lyon avant que Lille ne soit coupée du reste de la France², plus de 55 % des maîtres des écoles primaires supérieures (EPS) du Nord et du Pas-de-Calais sont mobilisés pour le début d'octobre 1914. Dans les collèges de garçons du Nord, entre 30 et 40 % des enseignants sont mobilisés au 20 septembre 1914. Le fonctionnement de l'enseignement va donc devoir être réorganisé pour compenser ces départs qui ne tiennent pas compte de celles et ceux qui ont fait le choix de l'exode.

Dans l'enseignement primaire, les vides sont aussi nombreux. Le rapport sur la situation de l'enseignement primaire dans le département du Nord, réalisé le 10 août 1917 par l'inspecteur Chapuis³, fait état, au 31 juillet 1917, de 133 instituteurs et 159 institutrices placés à la tête d'une école. Il mentionne également les instituteurs adjoints, titulaires ou stagiaires répartis en 176 hommes et 307 femmes. Les personnels en fonction sont donc au nombre de 775 personnes. Si l'on rapproche cette situation de celle du 31 juillet 1914, on relève, pour la

2 Archives départementales du Nord (ADN), 2 T 603, état des mobilisations des fonctionnaires des EPS de garçons au 24 septembre 1914.

3 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 97-109.

Établissements	Nombre d'enseignants	Enseignants mobilisés	Pourcentage
Nord			
Collège d'Armentières	27	10	37 %
Collège de Dunkerque	33	12	36,4 %
Lycée de Lille	80	28	35 %
Lycée de Douai	37	13	35,1 %
Lycée de Tourcoing	54	17	31,4 %
Pas-de-Calais			
Lycée de Saint-Omer	30	6	20 %
Collège de Béthune	29	12	41,3 %
Collège de Boulogne-sur-Mer	32	16	50 %
Collège de Calais	30	9	30 %
Collège de Saint-Pol-sur-Ternoise	16	8	50 %

Tableau 1. Taux de mobilisation des enseignants par établissement en octobre 1914

même zone, 140 instituteurs titulaires mobilisés ainsi que 16 institutrices et un instituteur qui, surpris par l'invasion, n'ont pu rejoindre leur poste. Soit un total de 157 emplois manquants. À cela, il faut ajouter 104 postes devenus vacants depuis 1914 par suite de décès, d'admissions à la retraite ou de congés divers (73) mais aussi de la mobilisation de leur titulaire (31). Six postes ont été créés et sont à pourvoir pour accueillir les enfants de la zone occupée ou de la zone de front qui se sont repliés. Le déficit atteint donc un nombre important de 267 personnes. L'inspecteur du département du Pas-de-Calais recense, dans son rapport du 1^{er} juin 1915, 424 instituteurs mobilisés, contre 646 maîtres et 1 266 institutrices en poste dans leur classe⁴.

Les hommes plus âgés et les femmes – non mobilisées – reçoivent pour consignes de rester à leur poste et de s'occuper des enfants. Un télégramme relève le 10 août 1914 :

Je vous confirme ma dépêche du 1^{er} août. Les instituteurs qui ne sont pas appelés sous les drapeaux n'hésiteront pas à faire au pays le sacrifice de leurs vacances. Ils resteront à leur poste jusqu'à la fin de la crise ; ils offriront leur concours aux Autorités locales et militaires. Tout citoyen trouvera près d'eux des conseils, tout père de famille du réconfort. Ils auront soin de mettre la population en garde contre les fausses nouvelles lui rappelant que seules les dépêches officielles méritent créance. Ils donneront dans chaque commune l'exemple du sang-froid et du zèle patriotique comme leurs collègues plus jeunes donneront dans chaque régiment l'exemple de l'héroïsme.⁵

4 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1915, p. 89-90.

5 ADN, 9 R 85, télégramme ministériel du 10 août 1914.

Une circulaire du préfet du Nord, du 15 août 1914, revient sur la situation des enfants qui, dans de nombreuses familles où le père est sous les drapeaux, sont livrés à eux-mêmes. Il faut ouvrir les écoles pour les accueillir et les protéger, le souci d'éviter la petite délinquance n'étant pas encore évoqué⁶. L'avancée allemande bouleverse les tentatives de réorganisation, d'autant qu'un flot de réfugiés belges fuit devant l'invasion, rejoints par des habitants du Nord envahi. Dès lors, certains enseignants décident de tenter leur chance dans une migration vers le Sud avec leur famille. Le recteur Georges Lyon s'interpose et parle de désertion de poste. Le 23 septembre 1914, il adresse ses instructions aux inspecteurs, relayant la circulaire d'Albert Sarraut du 10 septembre 1914 :

Les communications par voie ferrée avec Lille sont parfois difficiles mais elles existent. J'ai donc l'honneur, en conformité avec les instructions ministérielles que j'ai reçues, de vous inviter de la manière la plus instante à rejoindre votre poste immédiatement. Sans doute la période de vacances n'est pas close. Mais quand une guerre se prolonge où le sol français est envahi, il ne saurait être question de vacances. Eux aussi, ne se trouvaient-ils pas en période de vacances, vos nombreux collègues qui, en ce moment même, à travers les plus rudes épreuves, combattent glorieusement sous le drapeau national et exposent chaque jour leur vie pour le salut du pays. Nous qui n'avons pas la fortune de partager leurs périls, nous pouvons du moins ne rien négliger pour nous rendre, chacun dans notre sphère, utiles à la défense. Les tâches ne manquent pas. Mais il est pour tous une première règle : rester à notre poste si nous y sommes ; nous y rendre si nous n'y sommes pas.⁷

Si en août et septembre nombre d'enseignants étaient partis en vacances ou avaient quitté le Nord trop exposé, la zone non envahie des deux départements septentrionaux – bien que zone de départ – devient un espace d'accueil pour les réfugiés belges, mais aussi français, quittant les territoires en cours d'occupation. Progressivement, entre novembre 1914 et février 1915 selon les contextes locaux, de nombreuses écoles rouvrent leurs portes.

Les locaux scolaires occupés : l'importance de la présence militaire alliée

Dans une zone stratégique où passe la ligne de front et où l'on trouve les points de débarquement des soldats et du matériel venant d'Angleterre, le logement des troupes vient fortement perturber l'activité scolaire. Le rapport sur l'enseignement primaire dans le Pas-de-Calais au 1^{er} juin 1915 permet de mesurer l'état des locaux scolaires. Du 1^{er} juin 1914 au 1^{er} juin 1915, le Pas-de-Calais non occupé a perdu 207 écoles.

Selon l'inspecteur, 60 écoles sont des lieux de cantonnement de troupes, 58 abritent un service de santé militaire, 3 accueillent d'autres services militaires (intendance, etc.) et 3 assurent l'hospitalisation des réfugiés. En outre, 67 sont

6 *Ibid.*, circulaire du préfet du Nord du 15 août 1914.

7 ADN, 2 T 605, instructions concernant le mouvement des enseignants à la rentrée scolaire.

fermées parce qu'elles sont trop proches de la ligne de front ; 8 autres, pour économiser le personnel. Les élèves sont alors reçus dans des classes proches. Restent 8 établissements pour lesquels les informations sont manquantes. La perte, pour l'ensemble des écoles, est de 532 classes. L'inspecteur relève aussi 2 classes d'EPS et 122 classes de primaire fonctionnant à mi-temps⁸.

L'année suivante, au 1^{er} juin 1916, il note peu d'évolution. Les écoles où fonctionne réellement le service scolaire sont désormais au nombre de 1 097 (soit 99 de plus : 6 EPS, 1 055 écoles élémentaires et 36 écoles maternelles). L'inspecteur recense 2 081 classes affectées au service scolaire (soit 320 de plus : 27 EPS, 1 951 en élémentaire, 103 en maternelle) mais pointe 108 écoles dans lesquelles ce service ne fonctionne pas : 19 servent au cantonnement des troupes, 23 au service de santé militaire, 3 à d'autres services, 4 à l'hospitalisation des réfugiés ; 42 sont fermées à cause de la proximité du front, 2 pour compression de personnels. Enfin, pour 15 autres, leur situation n'est pas connue⁹. La durée de fermeture a été de moins d'un mois pour 28 écoles et de plus d'un mois pour 23 autres ; 47 classes ont fonctionné à mi-temps. Peu à peu, après de nombreuses interventions de l'administration, des classes sont rendues à leur usage. Ainsi, en 1916, plus de 90 % des classes sont rouvertes dans le Pas-de-Calais non occupé, à temps complet ou partiel.

Un registre intitulé « L'école pendant la guerre le long du front. Circonscription de Saint-Pol-Arras (1914-1915) »¹⁰ regroupe les courriers reçus par les inspecteurs primaires. On y perçoit le choc de la guerre. De multiples écoles sont occupées. À Pernes-en-Artois, l'instituteur signale, dans une lettre du 28 septembre 1914, l'occupation des classes en septembre, du 10 au 17 septembre puis du 24 au 28. L'institutrice de Conchy-sur-Canche écrit, le 2 novembre 1914, que le 27^e régiment des dragons est au repos dans la commune depuis le 27 octobre pour une quinzaine de jours. « [S]a maison a été réquisitionnée » pour servir de cuisine et d'hôtel pour les officiers, précise-t-elle avant d'expliquer : « J'ai essayé de faire classe mardi, mercredi et vendredi de la semaine dernière. J'étais constamment dérangée dans mon service et j'ai dû licencier mes élèves jusqu'à ce que les troupes aient quitté le pays. » Le 3 novembre 1914, l'instituteur de Fenin informe son supérieur qu'il n'a pas pu faire classe « ce matin parce que de nouvelles troupes sont arrivées et qu'un département de cyclistes a été établi dans les dépendances de l'école ». À Wavrans-sur-Ternoise, l'instituteur Bourdon écrit le 6 novembre 1914 :

J'ai l'honneur de vous informer que l'autorité militaire du 2^{ème} Régiment de Chasseurs à pied a installé son infirmerie dans ma classe. La mairie, la cuisine, les chambres, tout est

8 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1915, p. 88-89.

9 *Ibid.*, juin-juillet 1916, p. 115-128.

10 Archives départementales du Pas-de-Calais (ADPC), T 513.

occupé (1 200 hommes dans le village). Le 16^{ème} Régiment de Chasseurs à cheval actuellement à Frévent attend le départ de l'infanterie pour prendre sa place [...]. Jusqu'à présent, malgré les nombreux cantonnements, j'avais pu faire ma classe. Aujourd'hui et demain, ma classe est impossible.

De nombreuses écoles sont transformées temporairement ou plus durablement en hôpitaux. L'institutrice de Frévin-Capelle avertit son inspecteur, le 14 septembre 1914, que la classe, réquisitionnée depuis le début des hostilités par l'autorité militaire, a été transformée en ambulance. Le 23 novembre, elle précise que la classe a été ouverte pendant deux jours seulement les vendredi et samedi 2 et 3 octobre avec 26 élèves mais que, depuis le 3 octobre, l'école est de nouveau réquisitionnée pour le logement des troupes. À partir du 15 novembre, c'est une ambulance qui y a été installée. L'instituteur de Savy-Berlette rédige, le 23 novembre 1914, une lettre témoignant de l'occupation plurifonctionnelle des locaux scolaires :

J'ai l'honneur de vous informer que nous avons bien reçu et lu vos instructions datées du 30 septembre 1914. Mais comme il ne m'a été possible de faire classe que deux jours, nous n'avons pas cru devoir vous envoyer la statistique en question [...]. Le 2 octobre, nous avons repris le collier comme convenu. Le 3 octobre, à 11 heures du soir, il nous est arrivé des troupes, ce qui m'a obligé à voyager dans le village toute la nuit [...]. Le 5 octobre, dans la matinée, deux ambulances se sont emparées l'une de la sucrerie, l'autre des classes. Cette dernière est restée chez nous pendant trois semaines environ. Après son départ, les bâtiments scolaires ont été occupés sans interruption par les troupes et par des émigrés qui ont afflué ici par dizaines de milliers. Actuellement nos classes sont occupées par l'ambulance [...] et nous avons, outre les 1 200 hommes de troupe qui stationnent dans la commune, entre 300 et 400 blessés, écopés ou mutilés.

L'instituteur de Mingoal écrit le 10 décembre 1914 :

[Par ordre de] Monsieur le médecin-chef, commandant le service des ambulances à Mingoal, ma salle de classe vient d'être convertie en salle de blessés. Pour ne pas laisser les enfants s'encroûter davantage, je vais les réunir dans la salle de la mairie devenue libre depuis quelques jours.

Dans son rapport sur la situation de l'enseignement primaire dans le département du Nord non envahi pendant l'année 1916-1917, daté du 10 août 1917, l'inspecteur Chapuis insiste sur les mêmes réalités et note qu'il n'y a plus que cinq écoles occupées totalement par des services de l'armée et que ces écoles fonctionnent dans d'autres locaux¹¹.

Les établissements secondaires publics des deux départements sont aussi très marqués par la guerre. Sur les six lycées (cinq de garçons et un de filles), cinq vivent l'occupation allemande¹², seul le lycée de Saint-Omer étant en zone

11 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 100-101.

12 Les lycées masculins de Lille, Douai, Tourcoing, Valenciennes et le lycée féminin de Lille sont en zone occupée.

non occupée. Sur les 25 collèges (15 masculins et 10 féminins), 13 sont placés dans la zone « libre »¹³, pour 12 en zone occupée¹⁴. La ville d'Armentières est beaucoup trop proche de la ligne de front pour permettre le maintien des collèges¹⁵. Devant les fortes menaces de bombardements avec les obus au gaz, sa population est totalement évacuée le 13 août 1917. Le collège de garçons sert au stockage du ravitaillement des troupes et les collégiens et collégiennes internes sont évacués dès novembre 1914. L'école nationale professionnelle est transformée en arsenal par les Anglais. Armentières est ensuite prise par les Allemands le 11 avril 1918. Dès le début de la guerre, les personnels des deux collèges sont détachés au lycée de Saint-Omer et au collège de Cassel.

Dans la ville d'Arras, située à quelques kilomètres des tranchées et où les 3 500 à 4 000 habitants vivent, en mai 1915, sous les bombardements quotidiens, aucun des deux collèges ne peut fonctionner. À Béthune¹⁶ – qui se retrouve tout au long de la guerre en zone militaire, à quelques kilomètres du front – les collèges continuent tant bien que mal à fonctionner sur place du début de 1915 au début de 1916, mais l'ordre de repli est ensuite décidé (1^{er} octobre 1916) vers Bruay-en-Artois à 12 kilomètres du front. Les collèges repliés sont licenciés le 22 avril 1918 devant la menace allemande.

Dès le 7 octobre 1914, le collège de garçons de Calais est transformé en hôpital militaire, ne conservant que quelques pièces et externalisant ses activités dans divers locaux de la ville. L'externat du collège de jeunes filles, réquisitionné par un service de santé britannique, fonctionne normalement d'octobre 1914 à février 1916 dans un immeuble. En mars 1916, il est partiellement libéré ; l'externat et l'internat s'y réinstallent en octobre. Une grande partie du bâtiment est à nouveau réquisitionnée jusqu'à l'armistice et l'internat est fermé de mars 1918 à juillet 1919. Au collège de garçons de Boulogne (Mariette), une partie du bâtiment est occupée par un hôpital et un laboratoire militaires¹⁷. À Dunkerque, devenue siège de la préfecture du Nord, le service scolaire du collège de jeunes filles est transféré dans une aile du collège de garçons, car un hôpital auxiliaire prend possession des bâtiments. Le collège de garçons est lui aussi en partie transformé en hôpital alors que l'école pratique de commerce et d'industrie est

13 Sont en zone non occupée 8 collèges masculins (Armentières, Arras, Béthune, Boulogne, Calais, Cassel, Dunkerque et Saint-Pol-sur-Ternoise) et 5 collèges féminins (Armentières, Arras, Béthune, Boulogne et Calais).

14 Sont en zone occupée 7 collèges masculins (Avesnes-sur-Helpe, Cambrai, Condé-sur-Escaut, Le Cateau, Le Quesnoy, Maubeuge et Saint-Amand) et 5 collèges féminins (Cambrai, Douai, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes).

15 L. Gobert, *La guerre dans le Nord. L'agonie d'Armentières (août 1914 - octobre 1918)*, Paris, Imprimerie générale, 1919, p. 61.

16 A. Derville éd., *Histoire de Béthune et de Beuvry*, Dunkerque, Westhoek Éditions, 1985, p. 215-226.

17 E. Boucher, *Le collège Mariette. Esquisse d'histoire de l'enseignement secondaire à Boulogne-sur-Mer*, Boulogne-sur-Mer, Imprimerie du Littoral, 1928.

réquisionnée comme centre de préparation et de réparation du matériel de guerre. On y tourne des obus, on y fabrique des lits, des tables, alors que l'usage de pièces pour les canons est aussi soutenu¹⁸. Une école professionnelle de filles, fondée en 1916, fusionne avec une école de couture et les cours d'enseignement ménager. Les bombardements allemands devenant très fréquents contre la ville portuaire, plaque tournante des échanges avec l'Angleterre, on doit multiplier les abris mais l'école continue. Le lycée de Saint-Omer, à 30 kilomètres du front, connaît une occupation temporaire en août 1914 (208^e de ligne) avant une évacuation complète des soldats le 29 août¹⁹. La rentrée s'opère le 1^{er} octobre avec 183 élèves mais, dès le 10 de ce mois, tous les élèves sont renvoyés chez eux, car les 2^e et 3^e corps d'armée anglais ont besoin de place. Un service hospitalier britannique s'installe d'octobre 1914 à juillet 1916 dans une partie des bâtiments, les élèves revenant dans l'autre partie le 16 novembre 1914. L'internat reste longtemps fermé, les pensionnaires logent chez l'habitant et les petites classes se tiennent au palais de justice. Les élèves sont 226 en décembre 1915 et 277 en mars 1917. Avec la reprise des offensives et les bombardements, ils ne sont plus que 190 en mai-juin 1918 et beaucoup d'entre eux repartent dans leur famille. Les rares internes et les enseignants dorment dans les caves. Si l'on synthétise les données, on peut dire que sur les quatorze établissements secondaires de la zone, huit fonctionnent encore réellement alors que six ont disparu (les deux collèges d'Arras, de Béthune et d'Armentières).

Trois espaces scolaires différenciés dans le Nord-Pas-de-Calais non occupé

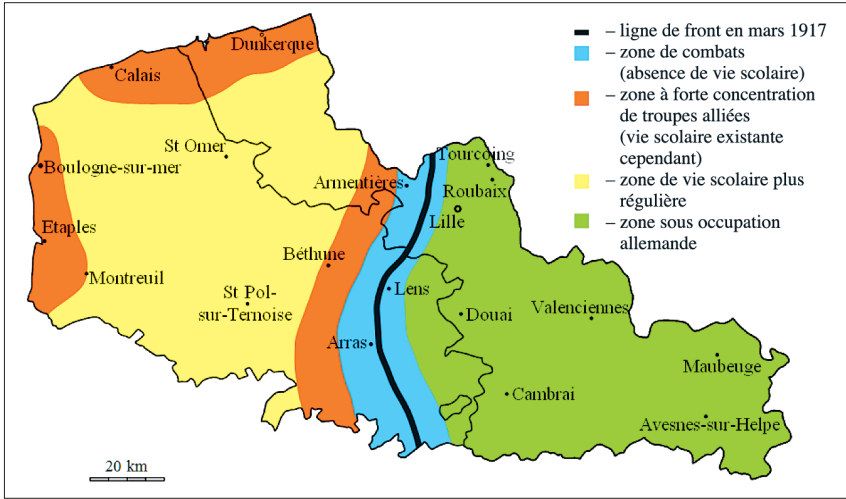
L'examen des nombreuses pièces d'archives permet de distinguer trois zones scolaires (voir carte 1).

Sur la ligne de front et sur une bande de quelques kilomètres vers l'ouest, les bombardements sont incessants. L'école est devenue totalement impossible dans une zone proche des tranchées, par l'évacuation totale des populations civiles, la destruction de toutes les activités et installations humaines. Les objectifs militaires y ont la priorité absolue, offensives et contre-offensives s'y succédant avec leur cortège de bombardements.

La zone intérieure, plus éloignée du front, est dans une situation plus « favorable ». Si, pour la zone proche du front, les autorités civiles, maires ou inspecteurs primaires, ne peuvent pas grand-chose face à l'autorité militaire qui impose ses ordres, elles tentent, plus loin, d'empêcher la réquisition des écoles

18 A. Chatelle, *Dunkerque pendant la guerre 1914-1918*, Paris, Aristide Quillet Éditeur, 1925, p. 185.

19 G. Fillebeen, « La guerre de 1914-1918 et le lycée de Saint-Omer », *Bulletin de la Société académique des antiquaires de la Morinie*, t. XXVIII, mars 2015, p. 77-84 ; G. Fillebeen, *Du collège des jésuites au lycée Alexandre Ribot. Permanences et ruptures dans l'enseignement secondaire à Saint-Omer, du XVI^e siècle à nos jours*, Abbeville, Paillart, 2012.



Carte 1. Les départements du Nord et du Pas-de-Calais en mars 1917

pour permettre le maintien de la vie scolaire. Dans cette zone intérieure où la population civile est encore très présente, augmentée de nombreux réfugiés ayant quitté la zone occupée, les écoles fonctionnent à peu près normalement, même si les troupes alliées qui y stationnent ou qui la traversent sont très nombreuses ; de multiples installations sanitaires s'y créant également.

Une dernière zone doit être isolée qui regroupe l'espace littoral et une zone tampon après la ligne de front. Plus on s'éloigne en effet des champs de bataille, plus l'activité humaine réapparaît, d'abord fugace et résiduelle, puis plus importante. L'activité scolaire y demeure très incertaine, car elle est encore trop rapprochée de l'ennemi pour connaître la stabilité. Si les réquisitions de locaux ne cessent de toute la guerre pour le logement des troupes ou pour la création d'ambulances – en dehors de brèves périodes d'accalmie –, la vie scolaire s'y maintient tant bien que mal. Le littoral, quant à lui, devient une zone stratégique pour le débarquement des troupes alliées venues d'Angleterre, et se transforme en un gigantesque camp militaire :

Pendant quatre ans, plusieurs millions de soldats transitèrent par Calais et Boulogne. Le grand quartier général anglais fut établi à Montreuil en mars 1916 alors que l'État-major belge était installé à Calais. La bande littorale se couvrit de milliers de tentes et de baraquements, de dépôts de matériels. Des dizaines de camps et de bases furent alors formés.²⁰

20 Y. Le Maner, *Histoire du Pas-de-Calais (1815-1945)*, Arras, s. n. (Mémoires de la Commission départementale d'histoire et archéologie du Pas-de-Calais, t. XXX), 1993, p. 159-180.

La préfecture du Pas-de-Calais est transférée à Boulogne-sur-Mer qui connaît « un développement considérable »²¹. La ville reçoit aussi le diocèse, le commandement militaire des I^{re} (Lille) et III^e (Amiens) régions militaires, « en un mot de toute l'administration militaire de la région Nord et du conseil de guerre permanent »²² (région militaire qui regroupe les arrondissements de Dunkerque, Boulogne, Béthune, Abbeville, Amiens, Beauvais). Le conseil général du Pas-de-Calais siège aussi à l'hôtel de ville. Boulogne devient une base maritime fondamentale. Les arrivées de troupes (Anglais, Canadiens, Australiens, Hindous, Africains...) et de matériels débutent dès le 10 août 1914 et ne cessent de toute la guerre. Entre 1914 et 1916, ce sont un million sept cent mille *tommies* qui transitent par la gare de Boulogne. Les premières troupes américaines y débarquent le 13 juin 1917. La ville subit dix-huit bombardements allemands dont quatorze à partir de mai 1917. Calais se mue également en camp militaire, les blessés y affluent par trains et même par péniches transformées en ambulances. Il en va de même autour d'Étaples qui abrite cent mille hommes en 1917 et compte vingt hôpitaux (20 000 lits). Dans le Nord, Dunkerque devient la préfecture et une zone portuaire majeure²³. Dès lors, tout au long du conflit, les mouvements de troupes sont incessants et l'on vit dans un état de guerre permanent. L'inspecteur d'académie du Pas-de-Calais le relève en juin 1916 : « La vie scolaire est troublée, c'est vrai, par les allers et venues incessantes des troupes cantonnées dans le village et les maîtres sont souvent distraits dans leurs leçons par des visiteurs ou par des travaux d'écriture urgente. »²⁴

Maintenir l'activité scolaire malgré les difficultés

Dans un tel contexte, l'activité scolaire se maintient cependant, attestant ici de sa volonté farouche de survivre. L'État enseignant, dans ses relais administratifs (inspecteurs d'académie, inspecteurs primaires) et ses acteurs de terrain que sont les enseignants, s'adapte à ce nouveau contexte et redéfinit ses modes de gestion alors que des solutions sont trouvées pour remplacer les enseignants absents.

La gestion administrative de l'école : le maintien d'un État enseignant ?

Les écoles, les collèges et le lycée de la zone non occupée des départements du Nord et du Pas-de-Calais n'ont plus, d'octobre 1914 à octobre 1918, de liens avec

- 21 S. Dupont, *Boulogne, base des Alliés pendant la guerre de 1914-1918 à partir du journal Le Télégramme*, mémoire de maîtrise, Université de Lille 3, 1982, p. 17.
- 22 G. Bataille, « Boulogne face à la guerre et à la crise (1914-1939) », *Histoire de Boulogne-sur-Mer*, A. Lottin éd., Condé-sur-Escaut, Le Téméraire, 1998, p. 341.
- 23 A. Cabantous éd., *Histoire de Dunkerque*, Toulouse, Privat, 1983.
- 24 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1916, p. 124.

le recteur Georges Lyon resté à Lille, en zone occupée. Les structures scolaires du département non envahi du Nord sont administrées en grande partie par les deux inspecteurs primaires, Eugène Chapuis²⁵ depuis Dunkerque et Georges Larmignat²⁶ depuis Hazebrouck, en lien avec le ministère parisien, le préfet du Nord, ainsi que les maires pour le primaire, les proviseurs et principaux pour le secondaire. La chaîne hiérarchique est simplifiée, reposant beaucoup sur les initiatives locales.

Le conseil départemental de l'enseignement primaire du Nord, organe de cogestion, ne se réunit pour la première fois que le 21 février 1918, à Paris (préfecture du Nord, 3, rue Montalivet), sous la présidence du préfet Trépont, en présence de l'inspecteur Chapuis, de trois conseillers généraux, du directeur de l'école normale de garçons du Nord et du Pas-de-Calais repliée à Berck-Plage (Ancel), de la directrice de l'école normale de filles du Nord et de celle du Pas-de-Calais repliée à Berck-Plage (Marie), d'un directeur, d'une directrice d'école et de l'inspecteur primaire Larmignat. Les autres sont absents ou excusés parce que « retenus en pays envahi » (l'inspecteur primaire de Lille, un instituteur et une institutrice de Lille)²⁷. Aucune réunion antérieure n'a été possible : dix des quatorze membres étant en zone envahie, il a, en effet, fallu procéder à de nouvelles nominations. Le conseil se lance dans l'examen traditionnel des dossiers de gestion des carrières, des créations ou suppressions de postes. La plus lourde tâche est alors de procéder au reclassement du personnel des écoles primaires du Nord, d'examiner les promotions restées en suspens depuis 1915 et de préparer celles de 1918. On y apprend qu'une fraction importante du personnel, plus de 2 000 enseignant(e)s, étant encore sous la domination allemande, il n'est pas possible de les comprendre dans les promotions et les récompenses accordées. D'autres ont été dispersés par l'exode dans plus de soixante départements français. Une première liste de mille trois cent soixante-quinze instituteurs

- 25 ADN, 2 T 272, dossier d'Eugène Chapuis. Né le 9 janvier 1867 à Pessenans (Jura), il est instituteur à partir de septembre 1886, puis enseigne dans diverses écoles primaires supérieures à partir de 1901. Après avoir été brièvement professeur d'école normale (janvier 1903), il est inspecteur primaire à Embrun (1904), à Semur (1906), puis à Dunkerque (juillet 1911). Après la guerre, il obtient sa mutation comme inspecteur primaire de la Seine (août 1920).
- 26 ADN, 2 T 351, dossier de Georges Larmignat. Né le 18 janvier 1877 à Besançon, ancien élève de l'école normale d'Auxerre (1893-1896), il obtient son brevet supérieur (1896) avant d'entrer à l'École normale supérieure de Saint-Cloud (1896-1898). Professeur de lettres à l'école normale de Châlons-sur-Marne (1899), il est ensuite inspecteur primaire à Arnay-le-Duc (1902) puis à Beaune (1904), avant d'arriver dans le Nord comme inspecteur primaire à Le Quesnoy (16 janvier 1909). Muté à Hazebrouck (15 septembre 1915) puis à Lille (22 août 1924), il devient inspecteur d'académie à Cahors (1929), Vesoul (1930) et Laon (1932), et prend sa retraite en 1938. Pendant la Première Guerre mondiale, « détaché comme inspecteur primaire à Quimper du 14 janvier au 3 mars 1915, à Tonnerre et Avallon du 4 mars au 14 septembre 1915 », il revient dans le Nord diriger l'enseignement primaire.
- 27 ADN, 9 R1022, procès-verbaux du conseil départemental de l'enseignement primaire du Nord, 21 février 1918.

et institutrices a pu être établie et les décisions de promotions au choix, de reclassement et de récompenses suivent. La séance du conseil départemental du 28 juin 1918 poursuit ce travail sur les promotions, distinctions et titularisations, toujours depuis Paris. Depuis 1914 en réalité, la gestion de l'enseignement primaire s'opère entre représentants de l'État, au premier rang desquels le préfet, le directeur de l'enseignement primaire au ministère, les inspecteurs primaires restés sur place, en lien avec les municipalités. L'affirmation d'une gestion directe par l'État est claire, avec suppression des instances consultatives traditionnelles et du maillage académique rectoral pour cette zone spécifique, même si les autorités locales conservent un fort pouvoir décisionnel.

Dans le Pas-de-Calais, c'est l'inspecteur d'académie, Justin Béquignon²⁸, qui joue un rôle fondamental, aidé des inspecteurs primaires et du préfet Édouard Briens. Les procès-verbaux des délibérations du conseil départemental de l'enseignement primaire sont conservés²⁹. Présidé par le préfet, celui-ci se compose de l'inspecteur d'académie Béquignon, de quatre conseillers généraux, un instituteur et une institutrice, un directeur et une directrice d'école, deux inspecteurs primaires, le directeur de l'école normale de garçons et la directrice de celle des filles. Soit quatorze personnes pour débattre des créations d'emplois, de la transformation de classes, des agrandissements et travaux nécessaires, des nominations, promotions et décorations, des dispenses de stages ou des bourses. Le conseil se réunit normalement huit à dix fois par an. Après la séance du 23 juillet 1914, un vide marque le registre jusqu'à celle du 4 mars 1916 présidée par le préfet Briens. L'examen des listes d'admis par le conseil aux fonctions de titulaires atteste du déséquilibre entre les sexes, dû à mobilisation des hommes, avec, en 1915, 12 hommes pour 77 femmes et, en 1916, 17 hommes pour 97 femmes. Sont également composées les très longues listes de promotions de classes pour les années 1915 et 1916 et les tableaux des récompenses honorifiques.

Assurer la présence enseignante : trouver des remplaçants

Pour pallier les vides nés de la mobilisation et de l'exode, les autorités utilisent diverses solutions préconisées dans le rapport du 10 août 1917 rédigé par le directeur de l'enseignement primaire du Nord pour la zone non occupée. On se

28 ADN, 2 T 161, dossier Béquignon. Né le 12 avril 1870 à Oucques (Loir-et-Cher), il est licencié ès lettres (1891) et agrégé de grammaire (1893). Professeur de 3^e au lycée du Mans (1893), il est ensuite enseignant au lycée de Lille (août 1896), puis devient inspecteur d'académie à Rodez (février 1901 - novembre 1904), à Clermont-Ferrand (octobre 1904 - juin 1910) et à Arras (8 juin 1910). Chef de l'enseignement dans le Pas-de-Calais pendant la Première Guerre mondiale, traitant directement avec le ministère en l'absence du recteur resté en zone occupée, il est muté en octobre 1919 à Caen.

29 ADPC, T 1009, procès-verbaux du conseil départemental de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais.

souvent qu'il mentionnait 267 postes vacants, mais affirmait que presque tous étaient pourvus (sauf 31)³⁰. Cinq moyens sont utilisés.

Les autorités ont surtout recours aux ressources fournies par la présence sur place d'enseignants réfugiés ou rapatriés dont le poste est dans la zone occupée. Selon le rapport de l'inspecteur Chapuis du 10 août 1917, 178 postes sont pourvus dans le Nord non occupé par ces enseignants repliés (76 instituteurs et 102 institutrices). L'inspecteur du Pas-de-Calais relève quant à lui, en juin 1915, 341 postes occupés par des enseignants évacués des régions envahies ou des zones trop proches de la ligne de front³¹. Dans son rapport du 1^{er} juin 1916, il dénombre 1 652 personnes en fonction sur leur poste « normal » (517 hommes et 1 135 femmes), 410 évacués des régions envahies ou des localités proches du front (87 hommes et 323 femmes) ainsi que 132 débutants intérimaires (107 femmes et 25 hommes), pour un total de 2 194 personnes³².

Les nouveaux promus des écoles normales et des facultés sont aussi utilisés. Confrontées à d'importantes difficultés, les quatre écoles normales des deux départements (Arras et Douai, filles et garçons) tentent de survivre. L'école normale de garçons d'Arras, trop proche de la ligne de front, est transformée en hôpital et l'institution est transférée à Berck-Plage sous la direction de M. Ancel. L'école ouvre le 1^{er} mars 1915 ; les élèves sont logés dans des pensions de famille, dans des hôtels ou encore chez l'habitant. Les cours sont dispensés dans trois anciens magasins réaménagés.

Chaque matin, Monsieur Ancel réunissait les deux promotions dans notre classe et nous lisait, cartes en mains, les communiqués de tous les fronts ainsi que des fragments de lettres que les aînés mobilisés, envoyaient des tranchées, de l'arrière, parfois de l'hôpital.³³

On continue à préparer le brevet supérieur et le certificat de fin d'études normales. Les effectifs sont cependant réduits chez les garçons. La promotion 1913-1916 compte en dernière année une douzaine d'élèves sur les 42 de la première année. La promotion 1915-1918 réunit 39 élèves (29 du Pas-de-Calais et 10 réfugiés originaires du Nord). Les classes de troisième année sont squelettiques du fait du départ aux armées de la plupart des élèves ou de leur affectation sur des postes de suppléants. Selon l'inspecteur, l'année 1915-1916 a regroupé entre 80 à 100 élèves, mais une bonne vingtaine ne sont restés que quelques mois avant leur appel sous les drapeaux. En mai 1916, les 43 élèves de la troisième année n'étaient en fait que 13 ; les 44 de la seconde année n'étaient que 29 et ceux de première année étaient 39 sur 40. Cela fait 46 absents. L'école normale masculine devait se réinstaller dans ses anciens locaux, encore très dégradés, en octobre 1919.

30 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 98-99.

31 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1915, p. 89-90.

32 *Ibid.*, juin-juillet 1916, p. 115-128.

33 J.-R. Thomas, *L'école normale d'instituteurs du Pas-de-Calais*, Arras, Amicale des anciens élèves de l'école normale d'instituteurs, 1965, témoignage d'André Gest.

L'école normale de filles d'Arras, touchée par plusieurs obus dès octobre 1914 puis pillée, se replie également à Berck-Plage. Le rapport de l'inspecteur de juin 1916 décrit son fonctionnement depuis son ouverture en mars 1915 dans deux bâtiments : « Dans chaque pavillon, une maîtresse habite avec les élèves ; elle préside leur repas, surveille leurs déplacements, s'intéresse à leur condition domestique. » Depuis octobre 1915, cela concerne 102 élèves (36 de première année, 31 de seconde année et 34 de troisième année). Le concours d'entrée de 1915 avait attiré 98 candidates pour 35 places³⁴. L'installation provisoire à Berck devait durer jusqu'en avril 1925, date de la réintégration du site d'Arras mais dans des bâtiments neufs³⁵. Les écoles normales de garçons et de filles de Douai sont toutes deux occupées. Celle des garçons est transformée en hôpital militaire par les Allemands. Quelques élèves sont accueillis à Berck alors que d'autres sont formés dans les écoles normales d'autres départements. Pour toutes et tous, les études sont souvent réduites. Selon le rapport de l'inspecteur Chapuis du 10 août 1917, pour le département du Nord, « les élèves-maîtresses et quelques élèves-maîtres, en attendant l'appel de leur classe, ont été délégués dans les emplois vacants »³⁶. Selon lui, sont dans ce cas 58 postes dont 37 pour des femmes. Il relève aussi que « Monsieur le ministre de l'Instruction publique a bien voulu admettre en surnombre, dans plusieurs écoles normales, les élèves-maîtres et les élèves-maîtresses du Nord ».

	Élèves-maîtres		Élèves-maîtresses	
Première année	EN d'Arras repliée à Berck-Plage	5	EN de Melun (Paris)	11
	EN de Versailles	2	EN de Vannes	1
	EN de Beauvais	5	EN de Chartres	9
Deuxième année	EN d'Arras repliée à Berck-Plage	8	EN d'Amiens	1
	EN de Rouen	1	EN de Châteauroux	1
	EN d'Amiens	1	EN de Berck-Plage	3
			EN de Melun (Paris)	10
EN St-Germain-en-Laye			1	
Troisième année	EN de Caen	1	EN St-Germain-en-Laye	3
	EN d'Amiens	1	EN de Château-Thierry	1
	EN de Troyes	5	EN de Melun (Paris)	11
	EN d'Aurillac	1		
Total		30		52

Tableau 2. Répartition des élèves-maîtres et maîtresses du département du Nord, mai-juin 1917

34 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1916, p. 125.

35 P. Roger, « L'enseignement primaire dans le Pas-de-Calais à l'épreuve de la Première Guerre mondiale », *Histoire et archéologie du Pas-de-Calais*, t. XXXI, 2013, p. 101-121.

36 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 99.

On retrouve le déséquilibre entre normaliens et normaliennes (voir tableau 2) avec, pour les trois années réunies, 30 hommes et 52 femmes³⁷. Les concours manquent de candidats. Celui de 1917, dans le département du Nord (zone « libre »), compte 11 candidats (29 en 1916) et seulement 5 admis (12 en 1916). Chez les filles, sur 41 inscrites, 20 sont admises. D'une part, nombre de familles se sont repliées plus au sud, d'autre part les jeunes hommes sont rapidement appelés sous les drapeaux sans pouvoir terminer leur formation. Il faut donc prévoir un recrutement plus important de femmes et le ministre autorise les jeunes filles repliées à concourir dans leur département de refuge, où elles seront reçues en surnombre. Lors de la réunion du conseil départemental de l'enseignement primaire du Nord, à Paris, le 21 février 1918, le préfet Trépont³⁸ signale qu'« en raison des circonstances », il a dû prendre divers arrêtés de titularisations en 1915, 1916, 1917 et 1918 en faveur de stagiaires pourvus du certificat d'aptitude pédagogique. Les reçus au concours suivent une année de formation ou deux (et non trois), puis sont nommés suppléants. Le *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais* de janvier-juin 1916 propose ainsi de longues listes de titularisation de stagiaires au 1^{er} janvier 1916, comprenant 17 hommes et 87 femmes³⁹.

Trois autres solutions sont encore utilisées pour pourvoir les postes vacants. Les autorités battent le rappel des enseignants et enseignantes en congé pour convenance personnelle et demandent l'aide des jeunes retraités des années 1912 et 1913 ou le maintien en service de ceux qui arrivent à l'âge de la retraite. Le recrutement d'intérimaires apparaît en dernier recours comme la solution qui permet de placer un maître ou une maîtresse devant chaque classe. Le rapport de l'inspecteur du Pas-de-Calais, daté du 1^{er} juin 1915, fait ainsi état de 66 postes occupés par des détachés, des débutants, délégués travaillant comme intérimaires. Pour le secondaire, le vivier est un peu le même avec, en particulier, les enseignants repliés de la zone occupée, les jeunes retraités et les contractuels.

L'adaptation permanente aux aléas de la guerre

Il faut constamment faire preuve de pragmatisme. L'instituteur d'Aubigny-en-Artois rend ainsi compte de ses difficultés, le 24 novembre 1914, et relève que l'école est occupée depuis septembre. « Des troupes fort nombreuses et variées se sont succédé sans interruption dans les locaux scolaires et d'habitation. »⁴⁰ Le 5 décembre, il informe l'inspecteur que, le rez-de-chaussée de son

37 *Ibid.*, p. 104.

38 ADN, 9 R1022, procès-verbal du conseil départemental de l'enseignement primaire du Nord, séance du 21 février 1918.

39 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, janvier-juin 1916, p. 55-58.

40 ADPC, T 513, lettre de l'instituteur d'Aubigny-en-Artois, le 24 novembre 1914.

logement étant libre, il va reprendre les classes lundi prochain dans son bureau, « chaque cours ayant une demi-journée de classe ». Une semaine plus tard, il écrit cependant :

J'ai été obligé de quitter mon bureau puis ma salle à manger qui ont été repris par un colonel pour y installer ses bureaux dimanche dernier. Je me suis réfugié dans ma cuisine. Les élèves y restent debout. Je leur fais des leçons orales et leur donne des devoirs à faire à la maison dans la demi-journée de libre. J'ai bien essayé de m'installer dans la salle de classe en rangeant la paille [installation d'un régiment de cavaliers] mais l'odeur insupportable m'a obligé à partir.⁴¹

L'instituteur du Parcq relève le 10 décembre 1914 :

Depuis dimanche, j'ai l'État-major. Toutes les pièces sont prises. Ma classe seule, encombrée de vêtements, de chaussures et de bicyclettes, me laisse un peu de place pour mes quelques élèves. Dans la cour, les hommes du génie ont bâti un vaste hangar pour abriter les autos. Le préau est rempli de matériel [...]. Dans ces conditions, faire classe est presque impossible. Je tiens les enfants ; ils font leurs devoirs comme ils peuvent mais je suis toujours à la disposition de l'État-major, qui, pour une raison ou une autre, a besoin de moi cent fois par jour.⁴²

À Camblin-l'Abbé, le 4 janvier 1915, l'instituteur écrit à son inspecteur et lui signale qu'il ne lui est pas possible de reprendre la classe. Le 26 décembre, les « obus pleuvaient tellement sur Villers-au-Bois que l'état-major qui y était installé a dû se replier sur Camblain-l'Abbé. Après une visite du village, ces Messieurs n'ont trouvé rien de mieux à leur convenance, que notre maison qu'ils ont fait évacuer [...]. Nous nous sommes trouvés relégués dans la petite pièce de devant qui seule nous est restée avec notre chambre à coucher ». L'école est aussi occupée. Le 17 janvier, il signale que la mairie a mis à sa disposition « une salle vaste, propre, bien éclairée », mais cette salle n'est séparée d'un estaminet que par une cloison vitrée. « Beaucoup de militaires plus ou moins bruyants fréquentent ce café. »⁴³

Dans de nombreuses communes, on assiste, assez souvent, au regroupement des filles et des garçons par manque de maîtres ou de locaux scolaires, en rupture avec les règles en usage depuis des décennies, même si la mixité existe au cœur du XIX^e siècle dans les petites communes sans moyens financiers. Des institutrices enseignent également plus fréquemment aux garçons⁴⁴. L'inspecteur primaire du Pas-de-Calais relève aussi, en juin 1915, que l'on manque de livres et de cahiers. « On revient aux vieilles ardoises ; elles permettent d'éco-

41 *Ibid.*, lettre du 12 décembre 1914.

42 *Ibid.*, lettre de l'instituteur du Parcq, 10 décembre 1914.

43 *Ibid.*, lettre de l'instituteur de Camblin-l'Abbé, le 4 janvier 1915 puis le 17 janvier 1915.

44 J.-F. Chanet, « Des institutrices pour les garçons. La féminisation de l'enseignement primaire en France, des années 1880 aux années 1920 », *Histoire de l'éducation*, n° 115-116, 2007, p. 171-193.

nomiser le papier. »⁴⁵ L'histoire du collège de garçons de Saint-Pol-sur-Ternoise témoigne de cette nécessité de faire preuve d'adaptation permanente⁴⁶. On ne sait pas trop ce que devient le collège de novembre 1914 à juin 1915 (les cours sont maintenus dans quelques locaux de la ville) alors qu'une activité scolaire est bien présente de septembre 1915 à juillet 1918, même perturbée par l'installation d'un hôpital anglais dans une partie des locaux et par les nombreux bombardements allemands de mars à juillet 1918. L'ombre de la guerre s'éternise cependant avec une occupation partielle jusqu'en avril 1919. L'essentiel est cependant acquis, à savoir le maintien de l'activité scolaire.

Les travaux et les jours de l'école dans la guerre : une « imprégnation guerrière » ?

Dotées de locaux et d'enseignants, les structures éducatives de la zone non occupée des départements du Nord et du Pas-de-Calais tentent de maintenir une activité scolaire efficace.

L'évolution des effectifs scolarisés : l'importance de l'absentéisme

Dans son rapport du 10 août 1917 sur la situation de l'enseignement primaire dans le Nord non envahi, l'inspecteur Chapuis note une baisse de la fréquentation. Le nombre des élèves inscrits sur les registres diminue. Ils sont 395 de moins pour la période d'hiver (décembre) entre 1915 et 1916 (26 184, contre 27 579), mais c'est pire l'été, avec 1 269 élèves inscrits de moins entre juin 1916 et juin 1917 (27 712, contre 28 981), certaines familles ayant aussi quitté la zone⁴⁷. Ce n'est qu'un premier aspect de cet absentéisme, car on note également un net décalage entre le nombre d'inscrits et les élèves présents en classe. L'inspecteur relève les baisses d'une année sur l'autre pour l'été et l'hiver : 3 881 absents en décembre 1915 (27 579 inscrits mais 23 698 présents au premier jour scolaire de décembre), 3 185 absents en décembre 1916 (26 184 inscrits mais 22 999 présents), 5 264 absents en juin 1916 (28 981 inscrits et 23 717 présents) et 5 078 absents en juin 1917 (27 712 inscrits mais 22 634 présents). Les causes sont multiples et toutes n'apparaissent pas avec la guerre, l'absentéisme restant élevé dans les années 1900-1914⁴⁸ : « C'est que la main-d'œuvre fait défaut dans les campagnes, nos grands élèves doivent remplacer le père ou le grand frère mobilisé. »⁴⁹

45 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1915, p. 91.

46 ADN, 2 T 2121, collège de Saint-Pol-sur-Ternoise, note de 1920.

47 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 100-101.

48 Voir J.-M. Chapoulie, *L'école d'État conquiert la France. Deux siècles de politique scolaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, chap. 8, p. 201-221.

49 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 101.

L'absence du père fait croître l'école buissonnière, tout comme l'appel de la vie active et du salaire.

L'inspecteur du Pas-de-Calais note cette baisse de fréquentation dans son rapport de juin 1915. « Quelques-uns désertent l'école pour prêter main forte aux Anglais et creuser des tranchées à raison de 2 F ou 2F50 par jour. » Il est difficile de se concentrer, car les défilés militaires aux costumes très variés des Anglais, des Écossais, des Canadiens, des Indiens, avec leurs musiques et leurs chants, les passages de convois ne cessent de perturber les journées. Dans son rapport de juin 1916, il dresse une statistique des inscrits et des présents qui peut être lu de deux manières⁵⁰.

L'une insiste sur les progrès réalisés entre juin 1915 et juin 1916, à la fois dans le nombre des inscrits et dans le nombre des élèves présents. En un an, on gagne au total, pour le public, 13 856 inscriptions, tous niveaux réunis, et 14 497 présences effectives. Dans le privé, les gains sont respectivement de 2 919 et 2 321 unités. Avec le choc de l'invasion et les multiples perturbations occasionnées, l'année 1914-1915 a été très pénible. L'année 1915-1916 permet alors de rétablir une situation plus satisfaisante. Une seconde lecture insiste davantage sur les limites de l'œuvre accomplie, sans tenir compte d'ailleurs des élèves non inscrits (disparus des registres, partis en exode...). Il y a en effet un décalage permanent entre les inscrits et les présents dans les classes. Tous niveaux confondus, garçons et filles additionnés, il manque 18 433 élèves en juin 1915, soit 20 % des inscrits. En juin 1916, ces « absents » sont 17 792 encore, soit 16,83 % des inscrits des écoles publiques⁵¹.

Tous ces élèves ne sont pas sans doute aussi assidus que nous le voudrions. Tantôt les filles sont retenues à la maison pour surveiller leurs petites sœurs ou vaquer aux soins du ménage, tandis que la mère conduit la charrue ; tantôt le fils reste aux champs où il aide sa mère. En certains cas, il est vrai l'absence des élèves est moins excusable. Autour des camps anglais par exemple, rôdent sans cesse de trop nombreux enfants. À la suite des colonnes, on voit des vivandières et des cantinières de 8 ou 10 ans, chargées de paniers d'oranges, de chocolat et de petits pains.⁵²

Il faut tenir compte de la densité exceptionnelle de troupes dans la région, de la promiscuité des conditions de vie et du nombre des réfugiés qui survivent dans de dures conditions. Le manque de moyens de chauffage et de nourriture affaiblit les jeunes organismes. Le 1^{er} février 1915, l'instituteur de Magnicourt-en-Comté signale que « depuis quelques jours il y a plus d'absents. Les enfants ont mal à la gorge ; d'autres ont la coqueluche. Deux cas nouveaux de diphtérie

50 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1916, p. 92.

51 Dans le département du Nord, selon divers rapports de l'inspecteur d'académie en 1907 et 1908, le taux d'absentéisme des élèves inscrits se situe autour de 12 à 13 % au mois de juin.

52 *Ibid.*, p. 121-122.

viennent de se produire »⁵³. Il y a eu aussi des cas de fièvre typhoïde. L'instituteur de Maisoncelle écrit, le 20 février 1915, qu'une « grosse épidémie de scarlatine et d'angine s'est déclarée cette semaine » et que le médecin exige la fermeture de l'école pendant trois semaines⁵⁴. Le 16 mars 1915, l'institutrice de Conteville signale : « [...] la commune est envahie de soldats de cavalerie ; les préaux de l'école sont transformés en écuries ; mon logement même est occupé par des officiers. J'ai cinq élèves en classe » ; elle hésite à accepter des enfants de familles où « règne la fièvre typhoïde »⁵⁵. Pour le secondaire, nous manquons de statistiques, mais si les effectifs globaux sont à la baisse en raison du départ de nombreux élèves vers des zones moins exposées, ceux qui sont inscrits se montrent plus assidus, les études étant payantes.

Cours et examens : « une pédagogie de guerre » ?

Malgré la densité des troupes alliées et les risques liés à la guerre proche, les écoles, les collèges et le lycée travaillent. Le ministère, par ses relais administratifs, demande que la vie scolaire quotidienne s'imprègne du conflit et explique aux enfants le sens de cette guerre juste, menée au nom du droit et de la liberté contre la barbarie germanique. La pédagogie utilisée en classe et les contenus scolaires changent-ils radicalement pour autant ? On peut en douter même si une imprégnation guerrière⁵⁶ existe assurément pour certaines occasions ciblées (journées de solidarité et de quêtes, emprunts nationaux). Dans son rapport sur la situation de l'enseignement primaire dans le Nord, daté du 10 août 1917, l'inspecteur Chapuis note : « L'an dernier, je vous signalais l'intérêt qu'il pouvait y avoir à faire de la guerre le "centre d'intérêt" de tout l'enseignement [...]. Les maîtres et maîtresses l'ont compris. »⁵⁷ L'éducation physique n'a pas été négligée et des exercices spéciaux ont été initiés pour assurer la sécurité des élèves en cas d'alerte. « Au point de vue intellectuel, les enseignements du français, de l'histoire et de la géographie se prêtent tout particulièrement à une adaptation raisonnée, par un choix spécial des exercices. » L'histoire doit montrer que la France « s'est toujours relevée après les heures les plus sombres » quand elle est unie. La géographie doit insister sur le cadre mondial de la guerre, présenter les alliés et la force de l'empire.

Il n'est pas, pour ainsi dire, d'enseignement qui ne porte la trace de nos préoccupations nouvelles : données des problèmes (vitesse d'un avion, dépenses d'obus, cube de

53 ADPC, T 513, lettre de l'instituteur de Magnicourt-en-Comté, 1^{er} février 1915.

54 *Ibid.*, lettre de l'instituteur de Maisoncelle, 20 février 1915.

55 *Ibid.*, lettre de l'institutrice de Conteville, 16 mars 1915.

56 S. Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants (1914-1918) : essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1993.

57 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 100-101.

terre enlevée dans les tranchées, blutage du blé, économies de gaz et de houille, etc.), progrès incessants des applications scientifiques (explosifs, outillages, avions, torpilles, sous-marins, gaz asphyxiants [sic], soins aux blessés) rendent les leçons plus attrayantes parce que plus concrètes pour des enfants de la zone des armées. C'est surtout du point de vue moral que les événements exercent une puissante action éducatrice en éveillant tous les bons sentiments dans le cœur de nos élèves, en rappelant la conduite héroïque des braves qui sont tombés, en montrant que chacun de nous a son devoir à remplir, est dans l'obligation de partager la souffrance et les privations communes, et d'alléger le plus possible le fardeau des ruines et des deuils qui accablent tant de nos compatriotes.⁵⁸

L'inspecteur Béquignon adresse, pour la rentrée d'octobre 1915, une communication au personnel de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais pour réaffirmer cette nécessité. « Tous les maîtres voudront bien commenter devant leurs élèves, ou à l'occasion devant les parents de leurs élèves, ces nobles paroles » (discours de Ribot sur l'engagement patriotique)⁵⁹. Le *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais* de février-mai 1918 diffuse la circulaire de Paul Lapie concernant l'envoi d'affiches sur des sujets d'actualité :

Vous recevrez prochainement des affiches scolaires illustrées destinées à des leçons sur des sujets d'actualité. Nos élèves, en vous écoutant, comprendront mieux le devoir présent et les raisons que nous avons tous de continuer notre effort avec une foi entière dans le succès.⁶⁰

Quatre affiches seront envoyées chaque mois avec un commentaire (géographie des fronts de guerre ; nécessité de cultiver la terre ; efforts anglais ; efforts américains). « Il y aura lieu de substituer à la leçon de géographie, d'agriculture ou d'histoire prévue au programme de la classe, celle qui se rapportant à l'un de ces enseignements, s'inspirera du texte des affiches. » Si assez souvent dans la classe, l'enseignant rappelle en effet les raisons du combat de la France, pays du droit et de la liberté, contre l'agresseur barbare, s'il participe à certaines campagnes de collectes de vieux vêtements ou à la mobilisation bien orchestrée pour les emprunts nationaux, s'il commente les nouvelles (la mort d'un père, d'un frère..., une victoire), on peut cependant douter de la contamination guerrière permanente des activités pédagogiques sur la durée et dans toutes les disciplines⁶¹. Les nouveaux manuels édités pendant la guerre ne sont pas achetés faute de moyens. Maîtres et maîtresses ont aussi envie, une fois la porte de la classe refermée, de faire leur métier d'éducateur, de reprendre leurs habitudes et de faire « comme si la guerre n'était pas là » pour offrir aux enfants des moments de calme.

58 *Ibid.*, p. 107-108.

59 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, août-octobre 1915, p. 187.

60 *Ibid.*, février-mai 1918, p. 25-26.

61 J.-F. Condette, « Les écoles primaires publiques de l'Aube dans la Grande Guerre (1914-1918) », *Un siècle de formation des maîtres en Champagne-Ardenne. Écoles normales, normaliens, normaliennes et écoles primaires de 1880 à 1980*, J.-F. Condette et G. Rouet éd., Reims, SCEREN - CRDP de Champagne-Ardenne, 2008, p. 71-108.

Il est cependant très difficile, dans cette zone septentrionale proche du front, de tenir la guerre à distance. Les élèves ne peuvent pas ne pas voir les nombreuses troupes qui vont et reviennent du front, les colonnes de matériels et les cantonnements qui souvent s'installent dans des bâtiments réquisitionnés. Les contacts sont nombreux avec les soldats alliés. La vaste enquête lancée en avril-mai 1920 par le recteur Georges Lyon pour mieux connaître la vie quotidienne de l'école pendant la guerre dans son académie permet de retrouver ces réalités plurielles de l'école en guerre⁶². Le questionnaire porte sur les communes occupées par les armées allemandes et celles « occupées » par les armées françaises et alliées.

De nombreux enseignants complètent ce questionnaire, et leurs réponses, accompagnées de travaux d'élèves, de documents divers, sont conservées à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), à Nanterre. On y retrouve cette volonté absolue de maintenir en vie les structures scolaires, au milieu des pires difficultés, tant pour signifier la survie de l'école française que pour préserver l'enfance et préparer l'avenir une fois la victoire acquise. Les Hindous, les Anglais, Écossais, Canadiens, Portugais, Australiens intéressent les enfants, qui observent leur mode de vie, les soldats acceptant souvent de donner quelques friandises⁶³. Les témoignages insistent sur les contacts linguistiques qui font que les enfants et les adolescents possèdent quelques mots d'anglais souvent accommodés à la sauce locale. Certains soldats jouent avec les enfants, même si d'autres les chargent de leur trouver tel produit en échange d'argent et de nourriture ou les incitent à fumer. Les troupes coloniales attisent la curiosité même si la méfiance est forte. Ainsi à Bruay :

Les Anglais se sont montrés en général bienveillants envers la population, mais plus particulièrement envers les enfants. Ils les appelaient à l'heure du thé et leur donnaient des friandises. Les Anglais logeaient presque toujours chez l'habitant ; lorsque les bombardements commençaient, ils prenaient les enfants, les emportaient avec eux dans les abris et les consolait, les rassuraient.⁶⁴

Une institutrice de Bully relève la même attitude mais note : « [...] quant aux Chinois et aux Hindous, ils étaient plus brutaux, plus rudes et les crimes qu'ils ont commis les firent détester. Dès que les enfants voyaient un Chinois, ils avaient peur. »⁶⁵

Partout, on tient à maintenir en vie l'activité scolaire et, dès lors, les cadres de l'État enseignant, soutenus par les familles, font tout pour maintenir les examens, en particulier le certificat d'études primaires. Selon le rapport de

62 BDIC-Nanterre, F delta 1126/1a-1b, 1126/2-1126/11.

63 G. Bendahmane, P. Breemersch et B. Ghienne, *La Grande Guerre en Gohelle d'après le témoignage des instituteurs et institutrices. Enquête du recteur de l'académie de Lille en 1920*, Saint-Laurent-Blangy, Imprimerie Sensey, 2015.

64 *Ibid.*, « Témoignage de M Lambenne, commune de Bruay », p. 51.

65 *Ibid.*, « Témoignage de Cécile Binot, commune de Bully », p. 57.

l'inspecteur Chapuis du 10 août 1917⁶⁶, de nombreux examens ont été passés en 1916-1917. Pour le certificat d'études primaires élémentaires, il relève les chiffres (tableau 3) en insistant sur « un fléchissement dans le niveau », plus accusé quand les centres d'examen appartiennent à des zones très exposées. En règle générale, avant-guerre, le taux de réussite tournait autour de 82 à 90 % pour les candidats « présentés » par les enseignants au certificat d'études primaires⁶⁷.

		1915	1916	1917
Garçons	Inscrits	632	702	667
	Admis	467	512	483
	% d'admis	73,89 %	72,93 %	72,41 %
Filles	Inscrites	502	626	628
	Admises	379	512	472
	% d'admises	75,50 %	81,79 %	75,16 %

Tableau 3. Taux de réussite au certificat d'études primaires dans le département du Nord non occupé (1915-1917)

Des examens sont également organisés pour le certificat d'études primaires complémentaires, le certificat d'études primaires supérieures, le brevet élémentaire et le brevet supérieur. Le rapport de l'inspecteur du Pas-de-Calais pour juin 1916 fait lui aussi un bilan des certifications délivrées en 1915-1916 attestant du fonctionnement des jurys (tableau 4).

		1915 (2 sessions : juin et octobre)	1916 (une session faite)
Garçons	Inscrits	2 382	2 500
	Admis	1 961	2 072
	% d'admis	82,33 %	82,88 %
Filles	Inscrites	2 039	2 395
	Admises	1 815	2 181
	% d'admises	89,01 %	91,06 %

Tableau 4. Taux de réussite au certificat d'études primaires dans le département du Pas-de-Calais non occupé (1915-1916)

Pour le Pas-de-Calais, nous disposons encore des procès-verbaux d'examen qui permettent, site par site, de connaître le nombre de candidats inscrits, présents, admissibles et admis. On relève une mobilisation extrêmement efficace

66 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 105.

67 P. Cabanel, *La République du certificat d'études. Histoire et anthropologie d'un examen (xix^e-xx^e siècles)*, Paris, Belin, 2002.

des inspecteurs primaires pour que ce rite républicain se déroule partout dans les meilleures conditions⁶⁸. Concernant les examens préparés dans les établissements secondaires, nous n'avons pratiquement aucune information. Si l'on dispose de renseignements très complets sur les sessions de baccalauréat dans la zone occupée, sous l'égide du recteur Georges Lyon, on ne sait presque rien sur celles qui sont organisées pour les élèves des collèges et du lycée de la zone non occupée. Pour le baccalauréat, comme ils ne peuvent se rendre à Lille pour passer devant les jurys présidés par les enseignants des facultés, il est fort probable que les élèves rejoignent soit les jurys de Paris, soit des jurys délocalisés à Boulogne-sur-Mer, Amiens ou Rouen.

La mobilisation économique de l'École

La mobilisation des bras de l'enfance et de la jeunesse est très rapide dans les deux départements. Dès le 8 octobre 1914, le recteur de l'académie de Lille – alors que la ville n'est pas encore occupée – indique aux inspecteurs qu'il faut ajouter dans les écoles de filles des heures de travail manuel pour fournir des vêtements d'hiver aux soldats. « J'approuve cette initiative et je désire qu'elle se généralise »⁶⁹, précise-t-il. Cette action était née spontanément dans plusieurs écoles. La circulaire ministérielle du 6 janvier 1917 relative à la participation des élèves à la production agricole, signée de René Viviani, est diffusée dans la région par le *Bulletin départemental de l'enseignement primaire*. Il faut prendre sur les heures d'agriculture pour faire effectuer des travaux de jardinage et d'élevage : « Partout où l'enseignement de l'agriculture est obligatoire (EN, EPS, école élémentaire), les heures réservées à cet enseignement seront consacrées, dès que la saison le permettra, à des travaux de jardinage et d'élevage. » Au besoin, ces heures seront prises aussi sur l'éducation physique et sportive. Il faut créer des jardins scolaires⁷⁰. Un appel du directeur des services agricoles du Pas-de-Calais sur la collaboration du personnel enseignant à l'augmentation de la production agricole est publié dans le *Bulletin* de janvier-février 1917 : « L'inspecteur d'académie croit devoir insister d'une manière toute spéciale auprès de MM. les instituteurs pour qu'ils répondent sans réserve à l'appel de Monsieur le directeur des services agricoles. »⁷¹ Il ne faut pas se soucier des emplois du temps établis : « Au lieu de se faire à l'école, la classe se fera aux champs. La leçon que recevront les élèves ne sera plus la leçon de livres ; ce sera proprement la leçon de la terre. »⁷² La circulaire du 14 janvier 1918 relative à la participation des élèves à la production agricole est de nouveau diffusée. Il est signalé, sans plus de

68 ADPC, T 1593 (juillet 1914), T 1594 (1915), T 1595 (1916), T 1596 (1917) et T 1597 (1918).

69 ADN, 9R 85, circulaire du recteur Georges Lyon aux inspecteurs d'académie, 8 octobre 1914.

70 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, janvier-février 1917, p. 6.

71 *Ibid.*, p. 61.

72 *Ibid.*

précisions, que celle lancée en janvier 1917 « a donné des résultats très appréciables » mais qu'il importe de faire mieux. Trois objectifs sont attribués à cette démarche : augmenter la quantité de produits ; donner aux élèves le goût du travail manuel et l'amour de la terre nourricière ; créer des ressources pour les veuves de guerre et les orphelins. Il faut multiplier les petits élevages, les surfaces cultivées et la cueillette des produits naturels. À Dunkerque, la municipalité appuie fortement, en février 1917, la création de jardins scolaires. Les filles font pousser des fleurs pour honorer les tombes des soldats ; les garçons cultivent des légumes, des pommes de terre. Les élèves du collège Jean Bart ont la responsabilité du terrain du square Jacobsen et de l'ancienne pépinière ; le jardin municipal est mis en valeur par deux écoles primaires alors que deux autres s'occupent des pelouses du parc de la mairie⁷³. Les produits sont vendus pour aider l'œuvre des pupilles.

De très nombreuses campagnes de collecte se mettent en place. Le rapport d'août 1917 pour le département du Nord relève 121 128,50 francs récoltés dans la collecte de l'or et versés à la Banque de France. Une circulaire du 17 juillet 1915, invitant les citoyens à échanger leur monnaie d'or contre des billets de la Banque de France, avait été diffusée pour la première fois en juin-juillet 1916 dans le *Bulletin de l'enseignement primaire* des deux départements : « Ce mouvement produira son plein effet si nos instituteurs et institutrices en font comprendre aux populations toute l'importance. »⁷⁴ La collecte des chiffons de coton au premier semestre de 1917 permet de réunir 2 218 kilogrammes destinés à la fabrication d'explosifs et livrés à l'intendance militaire⁷⁵. Les œuvres d'assistance se mettent également en place. Selon le rapport de l'inspecteur Chapuis, du 10 août 1917, l'œuvre des filleuls de guerre regroupe 384 filleuls pour 18 102 francs d'envoi aux soldats et 12 878 francs de vivres ont été envoyés aux prisonniers de guerre alors que de nombreuses autres quêtes ont permis d'alimenter d'autres œuvres⁷⁶. La « Journée serbe » mobilise chaque année. Au 1^{er} semestre 1915, dans le Pas-de-Calais, le tableau du produit de la souscription des écoles publiques de la zone non occupée, école par école, canton par canton, permet de récolter 11 449,55 francs ; l'école normale de filles réunit 62,50 francs et celle des garçons 52,50 francs, soit un total de 11 564,55 francs⁷⁷ que viennent encore augmenter des listes complémentaires. Dans son rapport de juin 1916 sur l'année écoulée, l'inspecteur du Pas-de-Calais fait état de plus de 30 000 francs récoltés pour l'œuvre des vêtements chauds pour les soldats et de 12 000 francs pour les prisonniers de guerre. Au lycée de Saint-

73 A. Chatelle, *Dunkerque pendant la guerre 1914-1918*, ouvr. cité, p. 185 et suivantes.

74 *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, juin-juillet 1916, p. 82-83.

75 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, n° 8-9, août-septembre 1917, p. 107.

76 *Ibid.*, p. 106-107.

77 « Journée serbe. Produit de la souscription dans les écoles publiques du Pas-de-Calais », *Bulletin de l'enseignement primaire du Pas-de-Calais*, janvier-mai 1915, p. 52-71 (école par école).

Omer, les « journées du poilu » de janvier 1916 rapportent 731 francs⁷⁸. L'œuvre des pupilles de l'école publique du département du Nord permet d'apporter « à tous les orphelins de guerre⁷⁹, l'assistance matérielle et morale dont ils auront besoin »⁸⁰; celle du Pas-de-Calais fait le même travail.

Une vie scolaire minimale se maintient donc pendant quatre ans dans la partie des départements du Nord et du Pas-de-Calais non occupée par les troupes allemandes, à l'ouest de la ligne de front. Cet espace devient cependant une zone militaire stratégique pour les armées françaises et alliées. Par Boulogne-sur-Mer, Calais et Dunkerque, débarquent régulièrement des milliers de soldats, la zone littorale se couvrant de camps militaires. Cet espace est constamment parcouru par des convois d'hommes et de matériels qui vont vers le front ou en reviennent. Il faut donc loger les troupes mais aussi créer de multiples hôpitaux. Plus on s'approche de la zone des combats, plus l'activité scolaire, devient dangereuse, au point de disparaître à quelques kilomètres des tranchées. Malgré ce contexte, les cadres administratifs de l'Instruction publique restés sur place, en lien avec les autorités communales et avec les bureaux du ministère parisien, gèrent au mieux les enseignants encore présents, comblent les vides liées à la mobilisation des hommes et à l'exode, et réussissent à organiser la vie pédagogique. Les cours sont assurés et les examens préparés, l'institution scolaire faisant preuve d'une réelle aptitude à la survie. Au nom du devoir patriotique de participation à l'effort de guerre et de la formation des nouvelles générations – mais aussi par volonté de maintenir la continuité du service public et de poursuivre localement son travail au milieu des populations alors qu'il faut également s'occuper et protéger les enfants – l'école est maintenue grâce à d'ingénieux bricolages locaux. En décembre 1918, dans l'allégresse de la victoire, l'inspecteur Chapuis note que la rentrée des classes est fixée au 6 janvier 1919 et que « la libération de notre région et la rentrée d'un grand nombre de maîtres et de maîtresses mobilisés ou évacués vont permettre de réorganiser dans la plupart des communes le service scolaire dans les conditions où il fonctionnait au moment de l'ouverture des hostilités »⁸¹. Le retour à la normale allait s'avérer bien plus complexe cependant que ne le pense l'administrateur⁸².

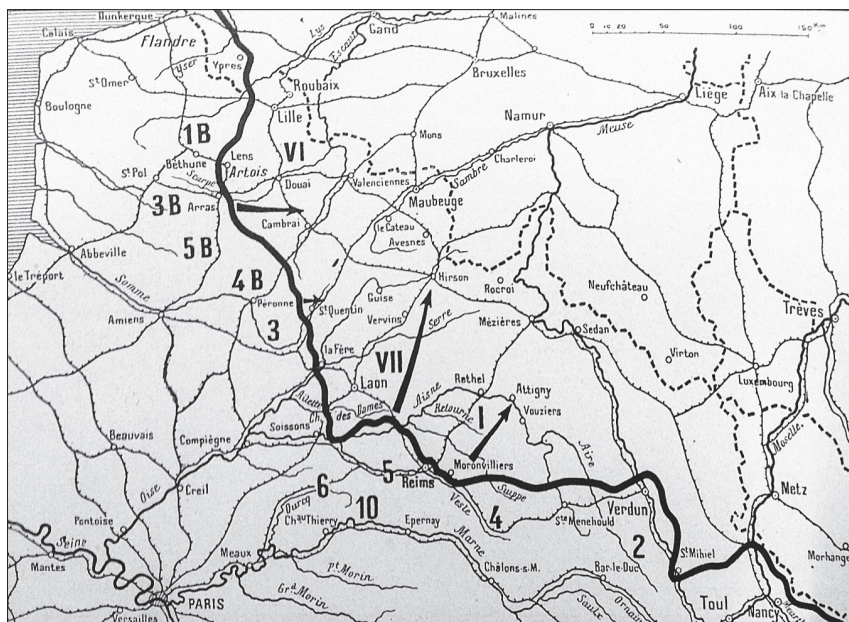
78 G. Fillebeen, « La guerre de 1914-1918 et le lycée de Saint-Omer », art. cité, p. 79.

79 O. Faron, *Les enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale (1914-1941)*, Paris, La Découverte, 2001.

80 « Statuts de l'œuvre des pupilles de l'école publique du département du Nord », *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, février 1917, p. 31-35.

81 *Bulletin de l'enseignement primaire du département du Nord*, décembre 1918, p. 2.

82 E. Bussière, P. Marcilloux, D. Varaschin éd., *La grande reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Arras, ADPC, 2002; C. Dhennin, « L'école et la sortie de guerre dans le



Carte 2. Le front en mars 1917

Source : Gabriel Hanotaux, *Histoire illustrée de la guerre de 1914*, Bordeaux, Gounouilhou, 1923, t. 15, p. 171 (collection SCD-Lille 3).